

Le pouvoir aux travailleurs

29 DECEMBRE 1991

N° 4

PRIX: 50 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

S O M M A I R E

PAGES	
1	SOMMAIRE.
2	EDITORIAL: - PAROISSE Ste FAMILLE: DES TRAVAILLEURS SACRIFIES SUR L'AUTEL DE L'ARGENT. COTE D'IVOIRE:
3 - 4	- Grèves et manifestations des élèves, étudiants... Seule la lutte paie.
4	- Augmentation Sotra: On fait encore payer les pauvres. TOGO:
5 - 6	- Les exploités ne peuvent faire confiance qu'en leur propre force. ZAIRE:
7 -13	- 26 ans de règne de Mobutu. HAITI:
13-17	- Les masses pauvres doivent s'armer et se battre pour elles-mêmes. YUGOSLAVIE:
18-20	- L'avenir, c'est l'union des opprimés contre les bourgeois qui les oppriment.

PAROISSE Ste FAMILLE:**DES TRAVAILLEURS SACRIFIÉS
SUR L'AUTEL DE L'ARGENT**

deux jours avant Noël, une colonne de béton d'un chantier de "l'Eglise Sainte Famille", à Riviera s'est effondrée, tuant 6 des ouvriers qui y travaillaient. 6 de nos camarades ont été ainsi assassinés et plusieurs autres blessés. Les riches appellent ça un "accident de travail".

La peau d'un travailleur, ça coûte quoi aux riches? 1000F pour la journée de travail et le droit de le tuer! Oui, c'est un assassinat commis par les riches sur les pauvres. Parce que de tels accidents sont prévisibles dans cette société où seul l'argent est maître. C'est ainsi que les étais, c'est à dire les supports métalliques pour couler le béton n'étaient pas solides, pas de bonne qualité et donc pas chers. Les exploitateurs ont lésiné sur les moyens, ont tenu à économiser de l'argent en faisant prendre des risques mortels aux ouvriers. Les travailleurs, dans les usines comme dans les chantiers vivent chaque jour des situations semblables: qui mutilés, qui tués. Leurs auteurs sont-ils pour autant inquiétés? Bien-sûr que non. Cette fois-ci encore, les riches pourront, après avoir fêté leur Noël, passer leur Nouvel An en buvant du champagne. Après tout ce ne sont que des ouvriers qui sont morts! A leurs yeux ça vaut moins que du bétail!

"Le président du conseil paroissial" n'a t-il pas dit lui-même: "vous savez ce sont des choses qui arrivent. Personne n'achète une voiture pour faire un accident". Disons à ce monsieur le collaborateur des riches qu'il ne s'agit pas de "personne" mais des ouvriers. Et que c'est pas pour acheter "une voiture" mais pour nourrir les siens! Oui, ce sont "des choses qui arrivent" tous les jours: c'est tous les jours qu'on tue les travailleurs pour du profit! Mais les travailleurs sauront arrêter cela un jour. Ce jour-là, les riches le paieront pour chaque travailleur qu'ils auront tué. Ce sera la justice des pauvres!

Aujourd'hui un abbé, tel que le curé de cette paroisse peut en plus se permettre d'insulter les travailleurs en disant: "leur décès (...) est un sacrifice." Il ne pensait pas si bien dire. Parce que c'est vrai, des travailleurs ont été sacrifiés pour que les riches puissent continuer à s'enrichir. Et il y aura toujours un abbé Jean-Baptiste Akwadan ou un cardinal Yago, si ce n'est pas un Imam, un pasteur ou un quelconque pape pour bénir les coffres-forts de ces assassins, tout en disant aux pauvres de ne pas se mettre en colère. Car la révolte, selon ces messieurs, est un "péché"!

COTE D'IVOIRE

GREVES ET MANIFESTATIONS DES ELEVES,
ETUDIANTS... SEULE LA LUTTE PAIE.

Toute une série de grèves ou d'agitations dans le milieu des élèves, étudiants et enseignants ont marqué le mois qui vient de s'achever. Dans ce milieu, dès qu'il y a un problème, on se met à grogner ou à protester. Cette attitude est tout à fait exemplaire parce qu'elle est payante.

Oui, chaque fois qu'il y avait une manifestation de colère, il y avait une reculade ou un geste d'apaisement du gouvernement. Voici quelques exemples: le 4 novembre, les élèves du lycée classique se sont mis en grève pour exiger leurs cartes mensuelles de bus. Car les autorités avaient l'intention de les supprimer, sous prétexte que cela revenait très cher et que l'Etat ne pouvait plus payer. Les élèves ne l'entendaient pas de cette oreille et leur réaction était claire et déterminée: "pas de cartes de bus, pas de cours". Dès le lendemain, ils ont obtenu leurs cartes.

A peu près au même moment, les étudiants de l'IPNETR (Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique) ont protesté contre la réduction de leurs bourses à un taux unique de 50.000f, alors que les taux actuels varient entre 55.000f et 90.000f selon les niveaux d'études. Les étudiants ont de forte chance d'avoir gain de cause.

Le 8 novembre, les étudiants

de l'INA (Institut National des Arts) ont exprimé violemment leur mécontentement en cassant les vitres des salles de classe et en mettant le feu à une paillole servant de cafétéria, pour protester contre le retard des bourses et surtout contre le manque de débouchés à la fin de leurs études. Ils ont exigé et obtenu rapidement une rencontre avec le ministre de la culture pour discuter de ces problèmes. Pourtant, les étudiants avaient demandé une telle entrevue depuis des années. En vain. Il faut donc croire un de ces étudiants qui disait: "il faut casser pour se faire entendre."

Du 13 au 17 novembre, des centaines d'élèves et d'étudiants conduits par la direction de la FESCI (Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire) ont campé -jour et nuit- devant le bureau du ministre de l'Education Nationale pour réclamer la réintégration de 700 élèves et Cafopiens (étudiants du CAFOP) radiés pour avoir participé activement aux grèves et manifestations d'il y a quelques mois. M. Bamba Vamoussa qui a déserté son ministère pendant une semaine, a fini par y retourner pour rencontrer les "campeurs" et leur donner satisfaction.

Enfin, les 25 et 26 novembre, des enseignants du primaire privé laïc ont fait grève pour revendiquer notamment la

réintégration de 100 enseignants licenciés pour activités syndicales, la signature de la "convention employés-employeurs" et le paiement des arriérés de leurs salaires. Nous ne savons pas encore si une suite favorable a été donnée à leur action. Toujours est-il qu'une promesse dans ce sens leur avait été faite lors de leur tentative de grève au début de novembre.

En tout cas, il est dans l'intérêt du gouvernement de donner satisfaction aux grévistes. Autrement, il risque de jeter de l'huile sur le feu, comme l'a fait d'ailleurs remarquer son propre quotidien "Fraternité-Matin": "aujourd'hui, si l'Etat ne fait rien, la grève risque de s'étendre. Ce serait dommage pour le système scolaire...". Le ton nouveau de ce journal gouvernemental reflète vraisemblablement l'état d'esprit des milieux dirigeants qui redoutent le moindre trouble social. Au début du mois de novembre, quand les enseignants de l'université n'ont pas touché leurs salaires d'octobre à temps, Fraternité-Matin a sonné l'alarme: "Il faut s'employer

dans les plus brefs délais à désamorcer cette bombe qui entonnerait l'hymne du "fameux assaut final".

Il est inutile de relever que ces propos sont un peu excessifs. Mais ils traduisent manifestement la crainte des dirigeants. C'est en faisant peur à ceux-ci, c'est en les menaçant d'une grosse colère ou d'une grande révolte qu'on peut les faire reculer. C'est ce que les différentes luttes du mois dernier ont montré. Car elles ont permis de faire aboutir presque toutes les revendications.

Eh bien, les travailleurs qui, eux, ont de bas salaires, des problèmes de logements, de transports, bref qui vivent dans des conditions de plus en plus insupportables, ont des revendications autrement plus importantes à faire. S'ils veulent obtenir satisfaction, ils n'ont pas d'autres solutions que la lutte. Et dans leur lutte, ils peuvent peser de tout leur poids, en faisant grève, en arrêtant les machines, les bus, etc.

AUGMENTATION SOTRA: ON FAIT ENCORE PAYER LES PAUVRES.

Pendant que les riches étalent leur richesse, vivent dans l'oisiveté, s'achètent toutes sortes de voitures de luxe, s'offrent des "shopings" à Paris pour préparer "les fêtes", les pauvres voient encore leurs revenus, déjà misérables, diminués par les augmentations des tarifs de la SOTRA.

Les tarifs augmentent en moyenne de 14%. Par contre, si l'on tient compte de la "carte fonctionnaire" qui augmente de 44,7%, l'augmentation réelle est de 16%.

Les bus aujourd'hui, sont de vrais tombeaux ouverts puisque la SOTRA fait rouler les bus

jusqu'à 15 ans au lieu des 10ans prévus. C'est scandaleux de voir que, en plus, les travailleurs sont obligés de se préparer plusieurs heures à l'avance pour arriver à l'heure au travail. Et dans quel état!

Dans le même temps, sans compter les problèmes liés à leur sécurité, les travailleurs "roulants" de la SOTRA respirent de l'air de plus en plus pollué, à cause de la vieillesse des bus, qui menace dangereusement leur santé.

Ce mois-ci, il a fallu une menace de grève pour que la direction paye aux salariés leur prime de fin d'année.

"Frat-mat" du 20 décembre titre en première page: "pourquoi

une augmentation?" Et il répond: "Pour sauver l'outil de travail". C'est faux! c'est pour faire plus et toujours plus de profit! Le même article conclut que, c'"est la seule voie pour maintenir la société de transport", etc.

Non! S'il y a quelqu'un qui doit payer, c'est bien eux les riches. Les travailleurs enrichissent la Sotra, ainsi que les autres sociétés, non seulement en payant leurs transports pour se rendre au travail, mais en se faisant exploiter tout le long de l'année. Ce n'est donc pas à eux de payer, eux dont le pouvoir d'achat a considérablement baissé, puisque les salaires sont bloqués depuis 10 ans.

TOGO

LES EXPLOITES NE PEUVENT FAIRE CONFIANCE QU'EN LEUR PROPRE FORCE

Kokou Koffigoh, nommé premier ministre suite aux travaux de la "conférence nationale" réclamée par l'opposition, n'a pas eu le temps de goûter aux délices dûs à sa nouvelle fonction. Mandaté par la conférence nationale, il se croyait certainement au palais, à la place de Eyadéma. Hélas pour lui, l'armée ne l'entendait pas ainsi. Il a été "capturé" par des militaires qui l'ont livré à Eyadéma. Réinstallé à son poste de premier ministre, il agit maintenant selon la volonté de ce dernier.

Croyait-il qu'Eyadéma était devenu brusquement, par on ne sait quelle sorcellerie, un doux adepte des textes signés et contre-signés par ses opposants ?

Ce n'est un secret pour personne que même si, officiellement, ce n'est pas Eyadéma qui a pris la tête de la rébellion de l'armée, c'est lui, en réalité, qui la manipule. Il a la haute main sur l'Etat-major. Tous les officiers ont été installés par lui. Il les a bien choisis parmi ceux de son

ethnie et, de préférence, de sa région sinon de sa famille. Lui au moins il n'est pas naïf. Il sait que dans nos pays c'est celui qui a la main sur l'armée qui détient réellement le pouvoir.

Si au bout de quelques mois de contestation populaire, Eyadéma avait fini par accepter la tenue d'une conférence nationale, ce n'était pas pour plaire à ses opposants. C'est parce que malgré la répression sauvage, malgré les tueries aveugles effectuées par l'armée pour terroriser la population, celle-ci n'avait plus peur de la dictature. C'est aussi et surtout parce qu'en ces temps de crise, l'impérialisme français a décidé d'imposer à ses valets africains quelques ravalements de façade pour tromper les populations mécontentes. C'est alors que la plupart des dirigeants de l'opposition sont sortis de leur tanière. Certains (comme Edem Kodjo) sont venus tout droit de Paris, encouragés par les conseillers de l'Elysée. Ces derniers ont compris que l'homme qu'ils ont soutenu depuis son arrivée au pouvoir en 1967, (y compris en lui envoyant à plusieurs reprises les paras français pour le soutenir), ne faisait dorénavant plus l'affaire de l'impérialisme français.

Le fait même que Koffigoh, alors qu'il se trouvait assiégé par quelques militaires fidèles à Eyadéma, ne fasse pas appel à la population mais demande plutôt l'intervention de l'armée française pour lui venir au secours en dit long sur lui et

sur ce qu'il représente.

Alors les travailleurs et les masses pauvres du Togo n'ont rien, mais vraiment rien à attendre de la part des gens comme Koffigoh. Le fait qu'ils ne plaisent pas au dictateur Eyadéma ne veut pas dire qu'ils représentent les intérêts des populations pauvres. Les intérêts des exploités ne peuvent être défendus que par eux-mêmes, par leur organisation autonome.

Si les dirigeants de l'impérialisme français cherchent à changer le fusil d'épaule au Togo comme dans bien d'autres pays où ses anciens valets sont en difficulté face à la contestation populaire, c'est parce qu'ils ont peur que les exploités n'aillent trop loin et ne remettent en cause leurs intérêts. Ils ont peur que la population pauvre se révolte et prenne les armes pour imposer son propre pouvoir.

Les travailleurs, même s'ils ne sont pas très nombreux au Togo, constituent une force non négligeable s'ils sont unis et conscients du rôle qu'ils peuvent jouer. Avec l'aide de l'ensemble des masses pauvres des villes et des campagnes, ils peuvent prendre le pouvoir des mains d'Eyadéma et l'exercer eux-mêmes sans faire confiance à ces prétendus "démocrates" qui ne cherchent qu'à les tromper pour perpétuer le même ordre capitaliste. S'ils sont déterminés et bien organisés, ce ne sont pas les quelque 6000 soldats d'Eyadéma qui pourront les en empêcher.

ZAIRE

26 ANS DE REGNE DE MOBUTU

Après Kérékou, Sasso Nguesso, Moussa Traoré, Ratsiraka et bien d'autres dictateurs du continent africain, c'est au tour de Mobutu de subir les foudres du mécontentement populaire qui couvait depuis plusieurs années.

Le 22 septembre dernier des émeutes de la faim éclataient à Kinshasa à la suite d'une mutinerie de soldats du rang mal payés. Plusieurs magasins, villas et entrepôt ont été mis à sac par les émeutiers. La ville de Kinshasa ainsi que quelques grandes villes de province ont été littéralement prises d'assaut par une foule de petites gens qui n'hésitaient pas à se servir dans les magasins et les villas des riches. Ils se sont servis là où se trouvaient des marchandises qu'ils pouvaient manger, utiliser ou vendre. C'était une scène d'émeutes comme il y en avait eu quelques mois auparavant en Zambie, en Tunisie, au Mali et dans bien d'autres pays où règne la misère pour la grande majorité.

Sous prétexte de protéger les ressortissants occidentaux, les gouvernements français et belges, appuyés par les USA, ont dépêché immédiatement des paras au Zaïre. Mais beaucoup moins que pour protéger leurs ressortissants, les véritables raisons de cette intervention militaire sont plus liées aux énormes intérêts de l'impérialisme dans ce pays.

UN PAYS DONT LES RICHESSES SONT PILLÉES

Le Zaïre, grand comme cinq fois la France et peuplé de 35 millions d'habitants, est un pays qui regorge de richesses minières ainsi que d'autres matières premières utiles aux industries capitalistes des pays occidentaux. Il est le premier producteur mondial de cobalt, deuxième pour le diamant, sixième pour le cuivre. On dit que c'est un véritable "jardin" où tout peut pousser". Mais dans ce pays immense, où la terre est riche, le climat favorable à toutes sortes de cultures, la misère y est aussi grande qu'au Bangladesh. Il figure parmi les pays les plus pauvres de la planète. L'espérance moyenne de vie y est de 51 ans (comme au Bangladesh). Toutes les richesses du pays sont littéralement pillées par les grands trusts et par une petite minorité liée au pouvoir local. La dette extérieure du Zaïre est aujourd'hui estimée à 9 milliards de dollars. En 1985, rien que le service de la dette représentait 27,7 % des exportations et 55,1 % des dépenses de l'Etat. De 1983 à 1986, il est rentré dans ce pays 1099 millions de dollars, mais il en est sorti 1929 millions de dollars au titre de remboursement de la dette. En 1988, le Zaïre était en cessation de paiement. Ce pays qui était, il y a seulement quelques années, présenté comme

le "modèle" par le FMI est aujourd'hui exsangue. Son économie est asphyxiée.

La crise a en réalité commencé depuis les années 70. Durant ces années, les banques mondiales et les Etats occidentaux ne sachant où placer leurs capitaux ont encouragé et financé, aux frais de leurs contribuables, des projets industriels, des infrastructures et des réalisations somptueuses de toutes sortes. Certains de ces projets coûteux appelés "éléphants blancs" n'ont même pas vu le jour ou ne servent pratiquement à rien. Tel est le cas du grand barrage d'Inga qui tourne à 20 % de sa capacité et qui a engouffré le tiers de la dette de l'Etat. Un système de télécommunication ultra moderne a été installé pour "la voix du Zaïre" (la radio de Mobutu qu'on peut capter dans toute l'Afrique). Giscard avait également financé un gigantesque centre commercial à Kinshasa. En 1986, Mobutu a posé la première pierre d'un hôpital central. Mais avant même qu'il ne soit construit, il est déjà en ruine, envahi par la broussaille. Les capitaux sont partis en fumée. Comme Houphouët Boigny qui a construit à grand frais "sa" nouvelle capitale, Mobutu a aussi bâti la "sienne" à coup de milliards de dollars. Son Yamboussokro à lui s'appelle Gbadolite, un village transformé en "capitale" et qui ne sert à rien d'autre que pour son prestige personnel. Il y a fait construire un aéroport international pour son avion personnel et pour faire atterrir le Concorde qu'il loue pour faire venir ses hôtes.

UNE ECONOMIE EXSANGUE . . .

Tous ces "éléphants blancs" ont englouti environ 50 % de la dette extérieure du Zaïre. Ne pouvant plus rembourser même les services de la dette, le Zaïre a été soumis ses dernières années à prendre des mesures d'austérité. Le FMI a exigé que sa monnaie soit dévaluée, qu'on "dégraisse" dans la fonction publique, que les entreprises d'Etat soient privatisées.

C'est ainsi que le taux annuel de l'inflation au début de 1989 y était de 100 %. En juillet 1991, il était de plus de 1 % par jour ! Entre-temps, la monnaie zaïroise a subi une dévaluation de 100 %. Un dollar s'échangeait contre 9.500 zaïres au marché noir (le taux de change officiel étant de un dollar contre 4.500 zaïres). Deux mois après, en septembre, un dollar s'échangeait contre 15.300 zaïres (le taux officiel était de un dollar contre 7.599 zaïres). Le salaire le plus bas de l'administration, celui que touche une grande partie des employés de l'Etat est de 100.000 zaïres (soit 4.000 FCFA par mois), à peine supérieur au prix d'un sac de manioc. Le premier ministre de "transition", Bululu, déclarait alors fièrement : "Je pouvais me prévaloir d'avoir conduit le seul gouvernement du Zaïre qui ait pu verser à un huissier (le moins payé de l'administration) un salaire supérieur à un prix d'un sac de manioc". Et quand on sait qu'une grande partie des 4 millions d'habitants de Kinshasa n'a même pas le "privilege" d'avoir un salaire même minable

comme celui des huissiers, on imagine la détresse des centaines de milliers de familles pour qui se procurer de quoi manger au jour le jour est devenu un véritable cauchemar. Des charlatans de toutes sortes faisaient fortune à Kinshasa en faisant croire aux petites gens naïves qu'ils multipliaient les billets par la sorcellerie.

LA POUDRIERE S'EMBRASE...

Le 11 mai 1990, suite à une manifestation des étudiants de l'université de Lumumbashi, Mobutu y a dépêché son "commando" spécial pour réprimer sauvagement la contestation. Plusieurs dizaines d'étudiants furent assassinés, égorgés dans leurs chambres, des étudiantes violées et torturées. En réprimant dans le sang, Mobutu espérait réduire au silence la contestation, mais contrairement à ce qu'il escomptait, celle-ci ne fit que prendre de l'ampleur dans toutes les couches de la population.

Le 2 septembre dernier, des manifestations de rue ont eu lieu à Kinshasa contre le doublement du prix des transports en commun. La répression fit plusieurs morts. Le 22 septembre, ce sont les soldats du rang qui se mutinent et pillent les magasins et les villas se trouvant sur leur chemin. Les habitants des bas quartiers de Kinshasa les suivent. Selon certaines rumeurs, la mutinerie des soldats aurait été téléguidée par Mobutu pour que la France et la Belgique viennent au secours de son régime aux abois. Mobutu est, certes, un

spécialiste des coups bas, mais derrière la révolte des soldats, il y a néanmoins le fait qu'ils se plaignaient de leur maigre pécule. Ils touchent 80.000 zaires par mois (soit 1.500FCFA), même pas de quoi se payer 5 kg de riz!

Toujours est-il que cette mutinerie et les scènes de pillages ont servi de prétexte à l'impérialisme français et belge pour justifier leur intervention. Au début, il s'agissait tout simplement d'aider au rapatriement des occidentaux, mais plusieurs semaines après les paras français et belges y sont toujours restés, cette fois-ci pour "protéger" ceux qui n'ont pas voulu évacuer le Zaïre. En réalité, ils y ont été envoyés pour protéger les intérêts de l'impérialisme dans ce pays et au passage pour maintenir en survie le régime de Mobutu qui, jusqu'ici, a été l'un des plus fidèles alliés de l'impérialisme en Afrique. Il a joué un rôle clé dans le soutien au mouvement de Jonas Savimbi en Angola contre le régime de Dos Santos qui était jusqu'à ces dernières années le protégé de l'URSS via Cuba.

MOBUTU VA-T-IL ETRE LACHE PAR SES PROTECTEURS ?

Si jusqu'à présent ce dictateur est resté au pouvoir depuis son coup d'Etat de novembre 1965, c'est grâce au soutien de l'impérialisme qui avait besoin de lui du point de vue de ses intérêts économique et politique dans cette sous-région de l'Afrique. Il jouait Mobutu contre l'Angola et les

mouvements politiques soutenus par l'URSS en Afrique australe. Mais depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, bien des choses ont changé dans la politique extérieure de l'URSS, notamment en Afrique. Après le lâchage de Menghistu en Ethiopie, c'est l'Angola de Dos Santos qui est lâché par l'URSS. Du coup Mobutu n'a plus aux yeux de ses anciens protecteurs le poids qu'il avait auparavant d'autant moins qu'il fait face à un mécontentement populaire qu'il n'arrive plus à juguler fût-il par la répression sauvage. Même ses proches collaborateurs l'ont lâché pour rejoindre le camp de l'opposition. Même les "nokos" ("oncles" en langage vernaculaire, pour désigner les belges ex-colonisateurs) boudent leur protégé.

La tension entre le gouvernement belge de Tindemans (qui voulait donner "des conseils de bon père de famille" à Mobutu pour bien gouverner) et ce dernier avait atteint un tel degré que Mobutu, au nom de la "dignité nationale" bafouée, avait suspendu le paiement de la dette à l'égard de la Belgique dès octobre 1988. Il avait également mis fin aux "relations privilégiées entre les deux pays". Il a demandé à tous les zairois de "boycotter" la Belgique. Les vols Sabena en direction du Zaïre furent suspendus. Le "traité d'amitié" signé en 1960 fut dénoncé, de même que les "accords de coopération" de 1976. De son côté, la banque mondiale faisait elle aussi pression pour qu'un "plan d'ajustement" soit mis en place. Elle exigeait que "les avoirs zairois" accumulés dans les banques suisses (entendez la

fortune personnelle d'un certain nombre de dignitaires du régime dont celle de Mobutu qui équivaut à elle seule à la totalité de la dette extérieure du Zaïre) soient "réintégrés" pour payer la dette et pour faire sortir l'économie zairoise de l'asphyxie.

Ce semblant de bras de fer a duré quelques temps, le temps que la contestation sociale s'aggrave au point de mettre son régime en danger et par la même occasion les énormes intérêts de l'impérialisme ne serait-ce que parce que tous les rouages de l'économie et de l'administration sont paralysés. L'opposition s'est enhardie en réclamant la "conférence nationale" comme au Bénin et au Congo voisin.

DES "OPPOSANTS", EX-"TENEURS D'EVENTAIL" DE MOBUTU....

Mobutu qui ne voulait ni entendre parler de multipartisme ni à plus forte raison de conférence nationale a fini par céder. Il a nommé en juillet dernier son principal opposant, Tshisekedi de l'UDPS, comme premier ministre. Celui-ci s'est, au début, précipité pour accepter ce poste puis s'est rétracté au dernier moment devant la pression de la rue qui manifestait contre sa nomination et aussi devant la pression de ses propres partisans qui voyaient que le moment était mal venu, étant donné que son rôle allait être de prendre des mesures d'austérité à l'encontre des masses pauvres qui se

trouvaient justement dans la rue contre les mesures imposées par le régime. C'est finalement un autre qui a été désigné à ce poste pour assurer un "gouvernement de transition". Mais face au mécontentement de la rue, ce gouvernement de transition n'a même pas tenu quelques semaines. Les émeutes du 2 septembre et surtout celles du 22 septembre ont précipité les choses. Devant le chaos qui régnait sur l'ensemble du pays et surtout face à la pression encore plus forte de l'impérialisme français et belge, fort de leur présence militaire, Tshisekedi a fini par accepter le poste de premier ministre qu'il avait refusé à peine deux mois auparavant.

Aujourd'hui cet "opposant" est au pouvoir. Il n'hésite pas à qualifier son président de "monstre" et d'"assassin", mais lui même avant d'être l'opposant qu'il est devenu, n'était-il pas le bras droit de ce "monstre" ? Il a été en effet son ministre de l'intérieur de 1966 à la fin des années 70, avant d'être limogé pour ne devenir que "simple" député et "opposant" par la suite. C'est lui qui était le grand défenseur du parti unique de Mobutu et qui n'hésitait pas à mettre en prison ou pousser à l'exil des milliers d'opposants. Il faisait alors partie de ceux qu'on appelle "les gens de Nazareth et de Bethlehem" (la clique du pouvoir ou proche du pouvoir qui s'est fait des fortunes énormes en pillant les caisses de l'Etat et en pratiquant le "matabiche" (corruption).

La plupart, sinon la quasi-totalité des dirigeants de

l'opposition qui affichent aujourd'hui bien haut leur "opposition" à Mobutu, sont des ex-alliés qui ont été soit disgraciés par leur "guide" ou qui sont devenus opposants pour des raisons "alimentaires". Karl I Bond, aujourd'hui premier ministre de Mobutu, a été plusieurs années durant un des ses ministres, le plus choyé. Parmi les dirigeants les plus en vue de l'opposition, on peut en citer quelques uns pour illustration : - Kengo Wa Dondo ex-procureur de la République et ex-premier ministre, - Seti Yale, ancien conseiller spécial du "grand léopard", - Mambu Ma Khenzu, ex-patron de la Banque de crédit agricole, - Pay-Pay, ex-gouverneur de la Banque Centrale, - Selimani Mwana, ancien PDG de Pétro-Zaïre, - Djamboleta L'Oma Okitongo ex-PDG de la Gécamine-Commerciale, - Thambwé Mwanga ex-PDG de l'OFIDA (douanes) etc...

Tous ces gens-là, comme l'actuel premier ministre, font partie du club des milliardaires zairois. Ils ont tous été bombardés dans les hauts postes de l'Etat, dans les administrations et les entreprises publiques par Mobutu. Ils se sont bien engraisés avant de lâcher le navire en naufrage.

LA CONFERENCE NATIONALE : UNE NOUVELLE MANNE POUR LES "MACARONNES" . . .

Aujourd'hui il y a officiellement 230 partis politiques déclarés au Zaïre et

pour la grande majorité d'entre eux ils sont constitués par la même clique politique s'auto-proclamant "parti politique" pour pouvoir participer à la conférence nationale.

Cette conférence nationale était prévue pour juillet 1991, mais elle n'a siégé que début septembre pour être interrompue après les événements du 22 septembre. Mais dès le début du mois de juillet les "conférenciers" (ou les "macaronnés" comme les appellent les kinois) touchaient déjà un pécule journalier de 400.000 zaires, alors que les soldats du rang ne touchent, eux, que 80.000 zaires par mois et un ouvrier qualifié, l'équivalent du prix d'une nuit à l'hôtel Hilton de Kinshasa. Pour tous les politiciens, la participation à la conférence est devenue une sinécure. Certains d'entre eux feraient même la queue chez Mobutu pour percevoir quelques subsides en échange d'un appui en sa faveur à la conférence nationale.

Les représentants de trois grands partis, l'UDPS de Tshisékédi, le PDSC et l'UFERI de Karl I Bond ont signé un accord pour s'auto-proclamer "la seule vraie opposition". Ils veulent accaparer le pouvoir pour ne rien laisser aux autres. Mais déjà cette prétendue vraie opposition (appelée "Union sacré") s'est divisée par les basses ambitions des uns et des autres.

ET UN PIEGE POUR GRUGER LES TRAVAILLEURS...

En réalité, c'est dans la

rue qu'a lieu le véritable bras de fer, entre le régime et la population. Les dirigeants de l'opposition font croire que le seul responsable de la misère et de la dictature c'est Mobutu mais c'est pour mieux tromper les masses pauvres qui ne supportent plus leur situation. Demain Mobutu peut partir, renversé par un coup d'Etat, ou bien mis sur le banc de touche par les dirigeants impérialistes. Il peut même être battu aux élections, si jamais celles-ci ont lieu, comme Kérékou au Bénin ou Kaunda en Zambie. Mais la situation des masses pauvres ne changera pas pour autant si elles ne s'imposent pas par la force et par leur mobilisation. Karl I Bond ou un autre au pouvoir va prendre les mêmes mesures d'austérité imposées par l'impérialisme que celles que Mobutu a du mal à imposer tant il est vomé par la population. Les travailleurs du Bénin et du Congo ont déjà fait l'expérience de la conférence nationale. Après quelques semaines d'euphorie, les mesures d'austérité draconiennes sont imposées aux travailleurs. Nicéphore Soglo, après avoir promis que tout allait changer avec lui au pouvoir, n'a pas tardé à annoncer qu'il fallait, pour la "prospérité économique du pays", licencier des dizaines de milliers de fonctionnaires. Même les arriérés des salaires impayés sous Kérékou ne sont pas encore versés aux petits fonctionnaires. De plus il veut faire une ponction de 10 % sur leurs salaires déjà dérisoires.

Si les travailleurs et les masses pauvres du Zaïre ne

veulent pas subir l'expérience de leurs frères et soeurs du Congo ou du Bénin, c'est dès aujourd'hui qu'ils auront tout intérêt à se méfier de tous ces politiciens. Ils ont tout intérêt à profiter de l'affaiblissement de la dictature qu'ils ont imposé par leur courage et par leur lutte pour s'organiser à leur manière; pour apprendre à intervenir politiquement en tant qu'exploités.

Car au Zaïre, comme ailleurs il n'y a pas seulement d'un côté les "démocrates" et de l'autre les partisans de la dictature. La ligne de partage réelle est entre les exploités d'un côté et les exploités de l'autre. Tout est loin d'être encore joué au Zaïre. Mobutu est toujours en place. Mais même s'il part, l'armée et la police qui ont servi sa dictature seront toujours là et serviront toujours à imposer aux pauvres les injustices et les inégalités. Et tant que les exploités

n'imposeront pas leur loi et leur pouvoir par la force en renversant le régime en place, en contrôlant et en exerçant eux-mêmes le pouvoir qu'ils auront mis en place, ils continueront toujours à être les laissés-pour-compte de cette société de jungle qu'est la société capitaliste. Et dans cette période de crise qui s'aggrave d'année en année, les exploités, s'ils ne sont pas vigilants et organisés, risquent de le payer chèrement car leurs ennemis sont capables de les entraîner dans toutes sortes de pièges. La conférence nationale en est un lorsque les travailleurs ne restent que des spectateurs, mais d'autres pièges encore plus dangereux tels l'ethnique, le régionalisme ou l'intégrisme religieux sont aussi les armes que les exploités et les démagogues peuvent utiliser pour tromper les pauvres. Une dérive ethnique serait une catastrophe sanglante pour le Zaïre qui compte 230 ethnies.

HAITI

LES MASSES PAVRES DOIVENT S'ARMER ET SE BATTRE POUR ELLES-MEMES

Porté au pouvoir par une large et profonde mobilisation populaire organisée autour de son mouvement "Lavalas" (l'avalanche), lors des élections de décembre 1990, le président Aristide a été renversé par les militaires, huit mois après sa victoire électorale. Le nouvel

homme fort du pays est le général Raoul Cédras, l'ancien chef d'état-major du gouvernement Aristide qui a pris la tête de la junte responsable du coup d'Etat.

Arrêté dans un premier temps et ensuite expulsé au Venezuela

grâce, semble-t-il, à l'intervention des ambassadeurs des grandes puissances telles que la France et les USA, Aristide tente d'organiser de l'extérieur la résistance aux putschistes. Se considérant comme le président légitime d'Haïti, il s'organise pour revenir au pouvoir. Il bénéficie en cela d'un large soutien tant de ses partisans en Haïti que de l'opinion internationale. Le coup d'Etat des militaires a, en effet, suscité de nombreuses réactions hostiles que le président déchu tente de capitaliser pour son propre compte.

En Haïti même, si, face aux militaires fortement armés qui assassinent, tuent, massacrent, tirent sur tout ce qui bouge, sans retenue, on n'assiste pas à de vastes mobilisations populaires hostiles à leur pouvoir comme dans le passé, il y a eu quand même quelques mouvements de résistance face aux putschistes: des barricades ont été érigées dans certains quartiers populaires et bidonvilles. Le premier ministre d'Aristide et son gouvernement sont entrés dans la clandestinité et se revendiquent de la légitimité face aux militaires.

Il y a eu, en revanche, des manifestations violentes d'Haïtiens à Miami et dans d'autres villes où vivent des communautés d'Haïtiens exilés. Des pays tels que les USA, la France et ceux de la CEE ont officiellement condamné le coup d'Etat et dit qu'ils coupaient leur aide économique à Haïti. Aristide a même été invité à prendre la parole et défendre son pouvoir devant l'assemblée de l'"OEA" (Organisation des Etats

Américains, structurée autour des USA).

Tout ce branle-bas diplomatique permettra-t-il à Aristide de retrouver son siège de président? En tout cas, pour le moment les choses ne semblent pas aller dans ce sens, même s'il est vrai qu'Aristide jouit encore d'une grande popularité au sein de la population haïtienne. Les militaires viennent de rejeter les propositions d'une délégation de l'"OEA" pour son éventuel retour au pouvoir. Ils prétendent qu'ils ont pris le pouvoir pour sauver Haïti de la menace d'une "dictature" d'Aristide. Sous la forme d'un simulacre de démocratie, les bourreaux du peuple haïtien ont également procédé à la désignation d'un président intérimaire "dans l'application stricte de la constitution", semble-t-il. L'otage des militaires, la potiche qu'ils ont installée dans le fauteuil présidentiel sous leur contrôle est le doyen de la cour de cassation, le juge Joseph Nerette.

En réalité, la dictature des militaires s'installe. Et il n'est même pas exclu qu'elle trouve un terrain d'entente avec les USA par exemple. En effet, après avoir affirmé dans un premier temps être pour le retour du "président légitime" Aristide au pouvoir, les dirigeants américains ont fait marche arrière. Faisant allusion aux prises de position démagogiques d'Aristide justifiant l'usage du "père Lebrun" (caoutchouc enflammé) contre les ex-macoutes ou encore à ses accusations contre les riches rendus responsables de la

pauvreté, les autorités américaines, qui même avant n'avaient aucune sympathie particulière pour lui, ont commencé à dénoncer les "violations des droits de l'homme" par Aristide.

Aussi, si les militaires, comme ils l'ont dit, décident d'organiser des élections dans les mois à venir, est-il possible que les USA et les autres à leur suite leur donnent leur bénédiction et se remettent à parler de "reprise du processus démocratique". Quant à l'"DEA", la perspective de son intervention s'est limitée tout simplement à de simples discussions. Il en est de même de l'ONU qui ne s'est contentée que d'un vague soutien à Aristide. Il est vrai qu'Haiti n'est pas le Koweït et Aristide, le Cheikh Jaber. Dans tous les cas, ni l'"DEA" ni l'ONU ne peuvent agir sans l'aval des Américains. Dans ce contexte, seul l'avenir dira si Aristide retrouvera son fauteuil présidentiel et à quelles conditions.

Mais le destin personnel d'Aristide n'est pas aussi tragique que celui des milliers de pauvres qui ont placé leur espoir en lui et l'ont porté au pouvoir au prix de tant de sacrifices, parfois en vies humaines. En effet, le coup d'Etat semble nettement marquer la volonté des militaires de s'en prendre non pas à Aristide lui-même, mais aux pauvres qui l'ont porté au pouvoir en les bravant. S'ils ont consenti à ce que le président déchu puisse s'envoler pour l'exil, ils n'ont pas pardonné aux populations pauvres d'avoir osé lever la tête, les défier et rêver d'un autre ordre

que le leur. Et ils le leur ont fait payer chèrement cela.

Dès sa prise du pouvoir, l'armée s'est livrée à de véritables massacres dans les bidonvilles, les quartiers populaires et les rues de la capitale, Port-au-Prince, notamment. La répression a été systématique à Carrefour, Bel-Air, Cité Soleil, Cité Carton, Salin, tous ces lieux où se trouvent entassés les plus pauvres de la ville et dont les habitants ont placé assez d'espoir en Aristide au point de le hisser au pouvoir, mais aussi d'avoir été capables de le sauver contre une première tentative de coup d'Etat, en février dernier, fomentée par l'ancien chef des macoutes, Lafontant. Pour éviter la répétition d'une nouvelle réaction et mobilisation populaires comme celles qui l'ont fait reculer la fois d'avant, l'armée, utilisant tous ses moyens, a frappé fort. Elle a investi les quartiers pauvres, rue par rue, maison par maison, tuant indistinctement femmes et enfants, jeunes et vieux, pour semer la terreur. Les militaires ont tiré sur tout ce qui bougeait, même sur des gens qui se rendaient dans les hôpitaux ou portaient secours aux blessés. Bilan: plusieurs centaines de morts et bien plus de blessés.

Cette nouvelle tragédie que connaît le peuple haïtien ne tombe pas comme ça du ciel. Elle est la conséquence directe de toute la politique d'Aristide qui, tant avant les élections qu'après, a semé des illusions dans la tête des gens en leur faisant croire qu'il suffirait

qu'il y ait un gouvernement issu des élections pour que la bourgeoisie et l'armée haïtiennes se plient à la volonté populaire et que tout aille mieux. Aristide et ses partisans se sont contentés d'abreuver les masses pauvres de prêches enflammés et des phrases creuses et démagogiques sur la justice et la liberté au lieu de leur donner les moyens de se défendre, de les armer pour qu'elles imposent elles-mêmes leur propre changement.

Or, la bourgeoisie et l'armée haïtiennes savent de tradition que ce ne sont ni les vœux pieux ni les discours, ni la constitution qui font changer les choses, mais le rapport de forces. Alors que la politique d'Aristide contribuait à désarmer les masses, les militaires et les privilégiés, eux, échafaudaient leur plan de guerre et attendaient le moment propice pour intervenir. Ce qui est fait, avec le coup d'Etat du bourreau Cédras.

Même quand ils sont arrivés au pouvoir, Aristide et les siens n'ont rien fait pour que les choses aillent autrement, surtout pour que ce soient les masses pauvres qui imposent le rythme d'un changement en fonction de leurs besoins et le défendent les armes à la main. Face à l'impatience des pauvres qui les avaient portés au pouvoir, ils se sont limités à de simples discours sur la justice et l'égalité. Ils n'ont rien fait, n'ont pris aucune mesure ou réalisé aucune des réformes nécessaires pour alléger le sort des opprimés, alors que la bourgeoisie, toutes tendances confondues, tant dans les villes

que dans les campagnes, continuait à s'en prendre à la population pauvre et à s'enrichir à ses dépens grâce au chômage, à l'inflation et à l'occupation des terres des paysans pauvres, comme à l'époque des Duvalier. Ils ne s'intéressaient aux masses pauvres que pour s'en servir comme une force de manoeuvre, pour exploiter leur force contre un adversaire éventuel, tel lors de la mobilisation populaire qui a fait échouer la tentative du coup d'Etat de Lafontant.

Par contre la politique d'Aristide a consisté à composer avec la hiérarchie de l'armée. Pendant les quelques mois de leur règne, Aristide et son gouvernement n'ont pas été avares en gestes et éloges vis-à-vis de celle-ci. Ils ont mis tout en oeuvre pour convaincre les masses pauvres que l'armée avait changé, qu'elle était "unie au peuple", pour le changement. Leur credo était "le mariage entre le peuple et l'armée". Ils ont multiplié des déclarations sur le loyalisme de celle-ci qu'ils présentaient comme un rempart contre tout danger ou coup d'Etat.

Certes, ils ont chassé quelques gradés corrompus, vomis par la population parce que trop compromis dans les régimes précédents des Duvalier et les ont remplacés par d'autres, peut-être moins corrompus, mais en tout cas pas moins responsables quand on sait le rôle que les militaires jouent traditionnellement dans la répression, les assassinats et autres crimes dans ce petit pays. Dans l'ensemble, l'armée est restée telle qu'avant, elle

n'a pas été transformée en un instrument au service de la population, car ce qui intéressait Aristide et les siens, c'étaient les généraux, les colonels, comme ce criminel de général Cédras, nommé chef d'état-major par Aristide lui-même. Ils n'ont rien fait vis-à-vis des petits soldats d'origine paysanne pauvre qui avaient de la sympathie pour eux afin de les dresser contre les officiers.

C'est cette politique-là qui a permis à cette armée haïe par la population, discréditée, mais aussi désorganisée par les multiples magouilles politiques de ses chefs, de reprendre confiance, de resserrer ses rangs et de reprendre le pouvoir aujourd'hui. C'est parce qu'Aristide et les siens n'ont pas voulu donner aux quartiers pauvres les moyens de s'armer contre cette armée haïtienne et de s'imposer à elle et qu'ils ont, par contre, fait plus confiance aux généraux et aux colonels qu'ils ont eux-mêmes préparé les conditions et le lit du récent coup d'Etat.

Alors, est-ce à dire que les choses vont en rester là? Rien n'est moins sûr. Les masses pauvres haïtiennes, comme on dit, en ont vu d'autres. Ce sont elles qui ont fait tomber le régime ignoble du sanguinaire Duvalier. Ce sont leurs luttes qui ont eu raison des régimes militaires

précédents ou fait échouer le retour des macoutes au pouvoir. Même lors du récent coup d'Etat, elles ne sont pas restées sans résistance. Elles ont lutté avec le peu de moyens dont elles disposaient, avec leur colère, leur courage, leur foi en une société meilleure. Elles ont érigé des barricades, à Port-au-Prince, à Gonaïve, même si cela n'a pas suffi pour faire face à Cédras et sa horde d'assassins. Il n'est donc pas impossible que de leur sein émergent des hommes, des femmes et des jeunes qui refusent de s'agenouiller devant l'ordre criminel des militaires. En tout cas, nous l'espérons. Mais ils doivent retenir la leçon de toute l'expérience Aristide: on ne change pas une situation comme celle d'Haïti par des vœux pieux, des prêches enflammés ou en faisant confiance à un individu, aussi providentiel soit-il, et moins encore à un simulacre de démocratie et à l'armée. C'est par la force, leur force organisée, que les masses pauvres peuvent imposer leur changement, en disloquant l'armée et en détruisant l'ordre des bourgeois. Pour cela, il faut qu'elles s'organisent, s'arment et se battent pour leur propre compte, sans attendre quoi que ce soit des aristidiens et autres politiciens "démocrates" qui ne peuvent les conduire qu'à une nouvelle impasse tragique et criminelle.

YOUGOSLAVIE

L'AVENIR, C'EST L'UNION DES OPPRIMÉS CONTRE LES BOURGEOIS QUI LES OPPOSENT

Depuis quelques mois, la Yougoslavie est devenue le théâtre d'une sale guerre criminelle opposant différentes ethnies entre elles, notamment les Serbes et les Croates. De part et d'autre les affrontements entre les populations ont fait des centaines de morts, d'immenses destructions suivies de nombreux déplacements de gens transformés en réfugiés. L'économie du pays est en ruine, ce qui aggrave les conditions déjà difficiles des populations prises en otage entre les différentes bandes armées.

Cette situation tire ses racines de la formation même de l'Etat yougoslave. A ses origines, cet Etat fut une création des puissances impérialistes victorieuses de la première guerre mondiale. Il regroupait plusieurs peuples slaves, d'où son nom: Yougoslavie, pays des Slaves du Sud comme les Serbes, les Croates et les Slovènes ou les Macédoniens par exemple, mais aussi plusieurs minorités nationales (Albanais, Tsiganes, Hongrois).

Ces peuples étaient regroupés dans des frontières artificielles sans qu'ils aient été consultés, sous la dictature de la monarchie des Karageorgevitch fondée sous la domination des Serbes sur les autres nationalités. Sous cette dictature, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, plusieurs fois la Yougoslavie déjà a été le théâtre d'affrontements entre les

différentes nationalités, avec la constitution des milices nationalistes dont les "Comiradjie" en Macédoine, les "Tchetniks" en Serbie, les "Oustachis" en Croatie.

Pendant la seconde guerre mondiale, Tito, avec ses partisans, a réussi à former un front comprenant toutes les nationalités de la Yougoslavie. Les territoires qui constituent la Yougoslavie actuelle furent partagés pendant la guerre entre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Tito a mené la lutte contre les occupants au nom du nationalisme. Mais au lieu de chercher à s'appuyer sur les micro-nationalismes serbe, croate, etc, il a cherché à forger un nationalisme "yougoslave". Avec un certain succès pendant la guerre.

C'est en s'appuyant sur le crédit acquis pendant la guerre de résistance; en se servant du fait qu'il est parvenu à la tête de la Yougoslavie sans l'aide de l'armée russe que Tito a pu résister aux pressions des grandes puissances impérialistes comme la Grande Bretagne, puis de Staline.

Pendant quelques années, la Yougoslavie pouvait se présenter avec quelques raisons, comme une république fédérative, regroupant différents peuples, égaux en droit.

Mais le régime de Tito, tout en bénéficiant d'un consensus dans la population, était tout de

même une dictature qui s'appuyait essentiellement sur l'armée, la police, etc... Cette dictature n'a pas réussi à faire disparaître les antagonismes nationaux. Même si Tito lui-même était un Croate, le parti et l'appareil d'Etat étaient dominés par les Serbes. Des clans, des luttes basées sur les antagonismes nationaux existaient au sein du pouvoir et des autres instances dirigeantes, aussi bien au niveau du pouvoir fédéral que celui, local, des différentes républiques.

Depuis la mort de Tito et le lâchage de ses satellites de l'Est par l'URSS, les antagonismes nationaux qui jusque-là étaient en grande partie cachés par la dictature ont refait surface. Cela aurait pu ne pas être dramatique, car le régime de Tito a tout de même engendré une génération dont une bonne partie se sentait plus "Yougoslave" que Serbe, Croate etc. (d'autant que nombreux furent les enfants issus des mariages mixtes).

Seulement voilà: face à la dégradation de la situation économique à partir des années soixante-dix, due à la crise économique mondiale, mais aussi à la soif du profit des couches riches; face à la menace de crises sociales que cela commençait à entraîner, les dirigeants politiques ont choisi sciemment de spéculer sur les nationalismes. Ce sont eux qui ont désigné aux masses exploitées les nationalités voisines comme responsables de leurs maux. Ils ont choisi, sciemment, de détourner la colère montante des masses vers le nationalisme stérile.

En Slovénie, une des régions les plus riches, ces bureaucrates disaient aux populations que c'étaient les "autres", les Serbes, les Albanais, originaires des républiques les plus pauvres qui étaient à l'origine de leurs problèmes parce qu'ils venaient leur prendre leur travail, manger leur pain. Ces politiciens donc, faisant appel à la religion, à l'ethnisme, à la nation, poussent les différentes nationalités les unes contre les autres.

C'est de cette politique rétrograde que vient la situation actuelle en Yougoslavie. Cela pourrait conduire à l'éclatement du pays sous forme de mini-républiques, comme celles qui existent en Afrique, c'est-à-dire des Etats non viables, dominés par des bandes armées qui, comme des sangsues, vivent et se nourrissent de la misère des pauvres. De tels Etats ne pourraient régler aucun des problèmes des populations: la crise, le chômage, l'inflation, la misère. Ils ne pourraient que donner naissance à de nouvelles dictatures, avec une nouvelle oppression de toute la population, qu'elle soit autochtone ou d'une autre minorité.

Et pour les pauvres, ce sera une terrible régression sur tous les plans. Mais une telle perspective ne justifie pas, cependant, la guerre que le pouvoir central de la Yougoslavie mène contre les autres minorités, notamment les Croates, pour imposer une autre domination, une autre oppression, celle des Serbes qui

ont la mainmise sur l'armée.

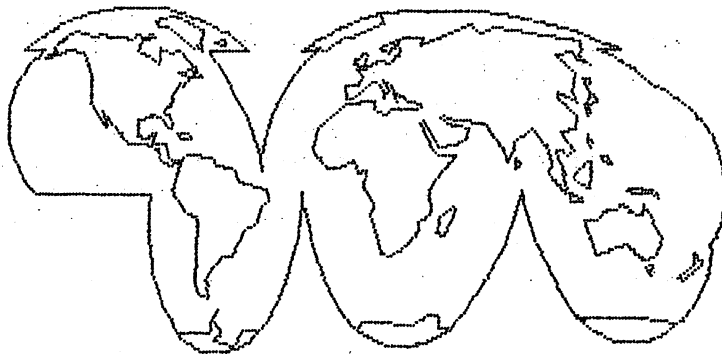
Pour les travailleurs et l'ensemble des pauvres, l'avenir n'est ni dans un camp, ni dans l'autre. Il est dans l'union de tous les opprimés de toutes les nationalités. Il est dans l'intérêt des pauvres de s'unir pour se débarrasser de tous les bourgeois qui les poussent les uns contre les autres et de former un vaste mouvement de l'ensemble des travailleurs et des opprimés.

En Yougoslavie, comme en Afrique, la domination bourgeoise conduit aux haines nationales, aux affrontements ethniques. Rien ne pourrait arrêter cette dégradation, si ce n'est l'éveil d'un mouvement ouvrier révolutionnaire. Ce mouvement révolutionnaire mettrait en avant l'unité des ouvriers de toute

nationalité, de toute religion, face aux classes riches.

Bien sûr que le prolétariat révolutionnaire reconnaîtrait le droit de chaque peuple à disposer de lui-même, jusqu'à y compris la séparation. Mais ce qui se passe en Yougoslavie en ce moment comme ce qui se passe dans un grand nombre de pays d'Afrique, montre que pour les nationalistes bourgeois, ce droit démocratique est une idée vidée de son sens et transformée en arme de guerre pour dresser les peuples les uns contre les autres. Seule la victoire de la révolution prolétarienne pourrait jeter les fondements de la liberté des peuples. Mais un mouvement ouvrier révolutionnaire ne pourrait émerger que dans le combat sans concession contre les forces nationalistes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.